

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. »

H. Krasucki

Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale

BARCELONE 2014 : congrès fondateur de l'UIS ayant pour vocation de regrouper tous les retraités et pensionnés.

Chers (es) Camarades,

Au nom du Front Syndical de Classe, association syndicale créée en France par des militants CGT et FSU, je vous adresse notre salut fraternel....

Avec la délégation présente, je suis particulièrement émue et fière de participer à ce congrès fondateur unique qui permettra de reconnaître l'ensemble des retraités et pensionnés au niveau mondial !

Pour le FSC, la création de cette nouvelle structure internationale est bienvenue et sera un outil supplémentaire pour organiser les masses afin d'imposer de vraies revendications face à un système capitaliste qui détruit tous nos acquis et conduit les peuples à la misère et à une paupérisation générale.

Sur le devenir des retraites et des retraités, le Front Syndical de Classe en fait un axe important dans sa lutte et bataille idéologique.

Le système des retraites dans notre pays est marqué par l'histoire puisqu'il est un héritage de la Résistance et du Conseil National de la Résistance. Il a été mis en place après la Libération, en 1945, par le ministre communiste Ambroise Croizat en tant qu'élément de la Sécurité Sociale.

Comme vous le savez peut-être toutes et tous, notre régime général en France, est encore malgré *de nombreuses et graves attaques* des gouvernements successifs, un régime dit « par répartition ». En deux mots, c'est un contrat solidaire entre générations... Les cotisations versées par les actifs, sont transférées aux retraités(ées) sous forme de prestations, c'est, malgré les dires de nos ennemis de classe, un système solide, les actifs de demain finançant à leur tour les retraites des travailleurs(ses) encore en activité aujourd'hui, c'est un dispositif collectif et obligatoire.

Mais le modèle mis en place à la Libération n'est pas seulement assis sur la solidarité entre générations : il est appuyé sur un financement directement connecté au travail, à la production de valeur et renvoie donc au rôle de la COTISATION SOCIALE et du salaire socialisé.

De 1945 au début des années 90, nous pouvons dire que c'est une période de progression pour le système des retraites, grâce à la lutte de classe menée en France et à l'échelle internationale.

Mais le régime capitaliste a depuis toujours un grand rêve et un impératif pour accroître les profits, celui d'asservir le peuple travailleur et de réduire au maximum tous les acquis obtenus, qui permettent aux travailleurs, aux retraités de vivre dignement.

Depuis le début des années 90, les contre-réformes pilotées par l'UE se sont succédées : 1993 contre-réforme Balladur ; 2003 contre-réforme Fillon ; 2010 contre-réforme Sarkozy ; 2013 contre-réforme Hollande.

Dès 1993, la loi Balladur rompt délibérément avec le passé.

Elle modifie en profondeur les conditions d'ouverture et les règles de calcul des droits à la retraite.

Cette loi ouvre la voie à la remise en cause du système par répartition.

La durée de cotisation qui va permettre d'obtenir une retraite dit à taux plein , est portée de 37.5 ans à 40 ans en 2003, puis à 41 ans en 2012 et 42 ans en 2020 (loi Fillon 2003) cela changera encore 2013....

L'argument de nos dirigeants, « on vit plus longtemps, donc il faut cotiser plus longtemps » et pendant ce temps le nombre de chômeurs augmentent dans notre pays.

Les gains d'espérance de vie n'ont pas vocation à augmenter le temps de travail mais plutôt le temps de libre activité. Car avec l'augmentation de la richesse produite et des gains de productivité, le temps de travail doit diminuer et le temps de repos, détente, doit augmenter.

La dernière contre-réforme des retraites, imposée en 2013 par notre gouvernement dit de gauche poursuit les précédentes pour finir de plier la France aux plans européens : allongement progressif de la durée de cotisation à 43 ans en 2035, contre 41.5 actuellement. Après le Président Sarkozy, c'est désormais le Président Hollande et son gouvernement qui repousse l'âge du départ à la retraite à 67 ans pour les jeunes générations. Pourtant en 1981 la majorité de gauche avait ouvert le droit à la retraite à 60 ans au lieu de 65. Un nouveau compte pénibilité doit être mis en place le 1^{er} janvier 2015. Il serait financé par une contribution payée par toutes les entreprises mais le flou règne et la pénibilité qui est bien sûr un problème réel avec la dégradation des conditions de travail paraît servir d'os à ronger sur le mode : concessions mineures pour un petit nombre (d'ailleurs élastique) pour faire passer les reculs globaux.

Les syndicats de collaboration de classe prétendent avoir évité le pire. Pourtant tout cela conduit à un appauvrissement de l'ensemble des retraites et renforce les exigences patronales pour l'avenir.

Les femmes en sont les premières victimes, puisqu'elles subissent à l'heure de la retraite, les inégalités qu'elles ont subies dans leur vie active avec la maternité, le chômage, les carrières courtes, les temps partiels.... Actuellement en France 66 % des pauvres sont des femmes au-delà de 65 ans.

Prétextant l'augmentation du nombre de personnes âgées, alors même que la productivité des actifs a fortement augmenté, une nouvelle attaque se *profile* contre notre sécurité sociale, l'UE vient de sermonner la France à ce sujet, afin de détruire plus rapidement cet autre acquis du CNR. Cette réforme est un danger pour les retraités et pensionnés. Elle mettrait en place une branche supplémentaire en marge de la sécurité sociale. **Le résultat serait d'offrir « le nouveau marché du vieillissement » aux assurances privées dont nous savons que l'une d'entre elles est dirigée par le frère Sarkozy (assurances Malakoff-Médéric).**

Un des éléments clés de la dernière période, c'est que les mesures récentes contre la protection sociale de manière générale s'attaquent à son mode de financement en voulant exonérer le patronat du financement de la branche familiale.

Pour nous, dans cette situation grave pour les travailleurs actifs ou retraités, l'urgence est de défendre pied à pied les acquis basés sur un système continu et solidaire en rappelant notamment que la cotisation sociale qui est partie intégrante du SALAIRE et non un coût du travail comme le voit le patronat et comme le serine la propagande réactionnaire.

D'importantes mobilisations populaires ont eu lieu en 2003 et 2010, rassemblant des millions de grévistes et de manifestants dans tous les pays.

Au cours des luttes de 2010, nous avons d'ailleurs eu le plaisir de recevoir à Paris le Secrétaire de la FSM.

Malgré l'intense mobilisation populaire, pourquoi en France n'avons-nous pas gagné les batailles des retraites ?????

La stratégie et tactique de lutte avec des objectifs clairs n'ont pas été à la hauteur des enjeux de société.

Les principaux syndicats français sont membres de la CES et se revendiquent d'elle ; celle-ci explique que la crise actuelle est un simple dysfonctionnement d'un système qu'il faut sauvegarder : le capitalisme. Ils parlent de mieux le réguler, le "moraliser", "l'humaniser", ils rêvent de convertir les patrons et leur état de classe à "l'intérêt général".

Alors que des millions de personnes étaient dans la rue en 2010, parfois avec occupations des lieux de travail et grèves reconductibles organisées à la base, les directions syndicales ne se sont pas prononcées pour le retrait des contre-réformes mais pour leur aménagement, ils ont refusé le durcissement et la convergence des luttes.

En 2012, ils ont créé des illusions sur ce gouvernement qui continue aujourd'hui la politique du capital.

Si la mobilisation d'aujourd'hui n'est pas à la hauteur des enjeux, c'est à cause de cette stratégie de l'échec : mots d'ordres respectant le cadre Européen d'austérité, actions espacées, souvent corporatistes et sans véritable coordination, collaboration de classe.

Cette position d'accompagnement de la crise et dialogue social ne peut renforcer que le capitalisme.

C'est au contraire en affirmant nos positions de classes que nous pourrions rassembler, car l'unité des travailleurs (ses) n'a rien à voir avec des syndicats réformistes, qui collaborent avec le pouvoir.

Cette stratégie d'unité du tous ensemble n'a rien à voir avec celle des syndicats réformistes et d'accompagnement qui se bercent au niveau de la CES et de la CSI et renforce ainsi le capitalisme dans ses objectifs de destructions de nos acquis !

Aujourd'hui, financer les retraites, et maintenir une retraite à 60 ans pour toutes et tous, n'est pas une utopie.

Mais les mesures à prendre pour cela sont incompatibles avec les diktats de la classe dominante: soi-disant dette publique, diminution de toutes les ressources qui ne vont pas à l'accumulation capitaliste, traités Européens...

C'est donc ce capital, son Europe, ses gouvernements qu'il faut battre pour :

- Annuler les différentes contre-réformes qui ont eu lieu.
- Arrêter de faire des cadeaux fiscaux aux patrons avec les exonérations des charges.
- Exiger le remboursement de toutes les subventions qui n'ont servi qu'au poker financier
- Garantir le financement pérenne de la branche vieillesse de la sécurité sociale.

- Augmenter les salaires et les retraites...
- *37,5 années de cotisations pour une retraite à taux plein pour toutes et tous*
- *Taux de remplacement de 75% minimum*

Voilà nous avons du pain sur la planche comme on dit chez nous.

Tout cela est possible à condition de renouer avec les méthodes et les principes du mouvement ouvrier.

Ensemble nous arriverons à faire face à cette attaque du grand capital contre les retraités et pensionnés.

Nous en sortirons vainqueurs de ce combat afin de vivre dignement, car nous sommes plus nombreux.

Et nous serons mieux organisés après ce congrès.

Les retraités ont contribué à la création des richesses; ils continuent à jouer un rôle social utile. Comme leurs camarades en activité et comme la jeunesse, leur droit à vivre dignement est piétiné.

Comme le monde du travail et comme la jeunesse, ils relèvent la tête.

Notre présence aujourd'hui est révélatrice et démontre bien notre volonté de vouloir engager la lutte au niveau international.

Avec la FSM, ils mènent la vraie lutte, la lutte de classe internationale pour changer la société. Vive le syndicalisme de classe, vive la FSM !!!

*La délégation du FSC,
Barcelone les 6/7 février 2014*

- <http://www.frontsyndical-classe.org/article-congres-fsm-des-retraites-et-pensionnes-intervention-du-bfront-syndical-de-classe-122434702.html>